

DISCOURS DE MONSIEUR JACQUES PELLETIER,
MINISTRE DE LA COOPERATION ET DU
DEVELOPPEMENT, A LA REUNION DES MINISTRES DES
FINANCES DE LA ZONE FRANC
20 SEPTEMBRE 1990

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT
MESSIEURS LES MINISTRES
MESSIEURS LES GOUVERNEURS
MESDAMES,
MESSIEURS,

C'EST TOUJOURS AVEC UN GRAND PLAISIR QUE
JE PARTICIPE, AUX COTES DE M. PIERRE
BEREGOVY, A CES REUNIONS, QUI SONT UN DES
CADRES PRIVILEGIES DU DIALOGUE ENTRE LA FRANCE
ET SES PARTENAIRES AFRICAINS.

AU SEUIL DE CE DERNIER TRIMESTRE, NOUS
POUVONS CONFIRMER QUE 1990 AURA ETE DANS LE
MONDE, A TOUS EGARDS, L'UNE DES ANNEES
CHARNIERE DE L'HISTOIRE DE NOTRE SIECLE.

CELA EST EVIDENT POUR L'EUROPE, SUR LE PLAN POLITIQUE, ECONOMIQUE, STRATEGIQUE.

MAIS, IL N'Y A PAS QUE L'EUROPE. EN AFRIQUE AUSSI, DE GRANDS CHANGEMENTS COMMENCENT A SE DESSINER. NOUS SAVONS QUE CES CHANGEMENTS SONT PORTEURS D'AVENIR, ET QU'ILS VONT DANS LE BON SENS.

SOYONS CONSCIENTS TOUTEFOIS DU FAIT QUE NOUS AVONS BESOIN DE SUCCES ECONOMIQUES ET POLITIQUES EN AFRIQUE, EN PRIORITE POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE VIE DES HOMMES ET DES FEMMES DE CE CONTINENT, MAIS EGALLEMENT POUR CONTINUER A MOBILISER L'AIDE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

LES RESULTATS DE LA CONFERENCE DE PARIS SUR LES PMA SONT, A CET EGARD SIGNIFICATIFS.

S'IL EST VRAI QUE LES BAILLEURS DE FONDS ONT RECONNU LEUR PART DE RESPONSABILITES DANS LE BILAN DECEVANT DE LA DECENNIE QUI VIENT DE S'ECOULER, ET ONT REAFFIRME, EN DES TERMES PLUS CREDIBLES ET PLUS REALISTES QU'EN 1981, LEUR ENGAGEMENT A AUGMENTER LEUR AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, IL EST NON MOINS VRAI QUE TOUS LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE, C'EST A DIRE Y COMPRIS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, ONT MIS A NOUVEAU L'ACCENT SUR L'IMPORTANCE PRIMORDIALE DES EFFORTS INTERNES PROPRES DES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET SUR L'ABSOLUE NECESSITE POUR EUX DE DEFINIR DES POLITIQUES COHERENTES ET DE SE NOTER D'INSTITUTION EFFICACES.

NE NOUS CACHONS PAS QUE, SANS CES EFFORTS, LE CERCLE DES BAILLEURS DE FONDS AMIS DE L'AFRIQUE SE RESTREINDRA DE PLUS, EN PLUS CAR LES BESOINS DES AUTRES CONTINENTS SONT EGALEMENT IMMENSES.

POUR EVITER LA MARGINALISATION, LE CONTINENT AFRICAIN DOIT CONVAINCRE QU'IL A UN AVENIR, ET POUR CELA, IL DOIT REMPORTER DES SUCCES SUR LE FRONT ECONOMIQUE COMME SUR LE FRONT POLITIQUE.

LA FRANCE QUANT A ELLE, VOUS LE SAVEZ BIEN, NE MENAGE PAS SES EFFORTS ET ELLE CONTINUERA A S'ENGAGER A FOND AUX COTES DE SES AMIS AFRICAINS. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE L'A VIGOUREUSEMENT REAFFIRME A L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE DE PARIS SUR LES PMA, QU'IL S'AGISSE DU VOLUME ET DE LA QUALITE DE L'AIDE, DE LA DETTE OU DES PRODUITS DE BASE. MAIS JE DOIS AJOUTER QU'EN D'AUTRES LIEUX, LA FRANCE A EGALLEMENT PRIS EN COMPTE LES PROBLEMES SPECIFIQUES DES PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE, ET DECIDE DE REDUIRE A 5 % LES TAUX D'INTERETS DES PRETS QU'ELLE CONSENTE A CES ETATS.

GRACE A CES EFFORTS, NOUS ESPERONS TRES VIVEMENT INCITER LES AUTRES BAILLEURS DE FONDS A ACCROITRE LEURS ENGAGEMENTS EN FAVEUR D'UN CONTINENT DONT LA SITUATION RESTE ENCORE TRES DIFFICILE MALGRE CERTAINS PROGRES ; POUR REUSSIR DANS CETTE ENTREPRISE, VOUS DEVEZ NOUS AIDER A CONVAINCRE NOS PARTENAIRES INDUSTRIALISES ! A CET EGARD, JE VOUDRAIS VOUS FAIRE PART DE QUELQUES REFLEXIONS ET PROPOSITIONS D'ACTIONS RELATIVES A QUATRE DIMENSIONS DE L'AJUSTEMENT QUI ME SEMBLENT DE NATURE A RESSERRER LES LIENS DE L'AFRIQUE VIS A VIS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, ET DONC A LUI ATTIRER DAVANTAGE DE SUPPORT.

LA PREMIERE DIMENSION EST LA DIMENSION SOCIALE : C'EST UN IMPERATIF. LES SYSTEMES EDUCATIFS ET SOCIAUX AFRICAINS SE SONT DECLABRES A UN POINT TEL, QUE L'ON N'IMAGINE PARFOIS PLUS DE DEVELOPPEMENT POSSIBLE.

LE DEVELOPPEMENT, C'EST FONDAMENTALEMENT DES HOMMES INSTRUITS ET EN BONNE SANTE. CES CONDITIONS SONT PARFOIS LOIN D'ETRE ETABLIES, ET SANS ELLES, LES EFFORTS DE RIGUEUR FINANCIERE QUE NOUS FAISONS SONT LARGEMENT VOUES A L'ECHEC.

MAIS CES SERVICES SOCIAUX SONT DE GROS CONSOMMATEURS BUDGETAIRES, NOTAMMENT EN CHARGE DE PERSONNEL. CELA IMPLIQUE QUE, DES LA CONCEPTION DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT, L'ON PASSE DES CHOIX BUDGETAIRES, SUR LA BASE DE POLITIQUES ADAPTEES AUX BESOINS ET AU REALITES ECONOMIQUES.

LA ENCORE, NOUS NE POUVONS PLUS FAIRE LE CHOIX DU CONSERVATISME, ET NOUS SAVONS BIEN, PAR EXEMPLE, QU'IL FAUDRA CASSER SYSTEMATIQUEMENT LES LIEUX AUTOMATIQUES ENTRE UNIVERSITES ET FONCTION PUBLIQUE, OU REVOIR CERTAINES PRIORITES HOSPITALIERES AU PROFIT DES SOINS DE BASE. IL FAUT AUSSI, C'EST CLAIR, DES SYSTEMES FINANCIERS PERFORMANTS PERMETTANT DE RECOUVRER LES COUTS ET DE CONTROLER LA GESTION DE CES FONDS IMPORTANTS.

L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT DOIT EN EFFET, PRESIDER A LA CONCEPTION DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT EN VUE D'UNE RESTRUCTURATION SECTORIELLE PERMETTANT A L'ECONOMIE DE RETROUVER SA COMPETITIVITE. C'EST CETTE COMPLEMENTARITE ENTRE L'AJUSTEMENT ET LE DEVELOPPEMENT QUI DOIT ETRE RECHERCHEE.

LA SECONDE DIMENSION EST LA DIMENSION MORALE. JE CROIS QU'IL S'AGIT DE LA CONDITION DE SURVIE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE. L'OPINION PUBLIQUE INTERNATIONALE EST, COMME CES OPINIONS PUBLIQUES AFRICAINES DONT NOUS VOYONS LA PRESENCE JOUR APRES JOUR S'AFFIRMER, A JUSTE TITRE DE PLUS EN PLUS SENSIBLE AUX CONDITIONS D'EMPLOI DES FONDS PUBLICS, MAIS AUSSI AU PROBLEME DES RECETTES DE L'ETAT, A LEUR BON RECOUVREMENT ET LEUR BONNE GESTION. CES QUESTIONS ONT ETE D'AILLEURS ABORDEES FRANCHEMENT PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, M. FRANCOIS MITTERRAND A LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETATS FRANCAIS ET AFRICAINS DE LA BAULE.

EN FRANCE PARTICULIEREMENT, ET JE LE CONSTATE AU TRAVERS DE MES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT,

503000100 |

L'OPINION PUBLIQUE EST DE PLUS EN PLUS RETICENTE A ADMETTRE L'EMPLOI DE FONDS CROISSANTS A L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT, SI ELLE N'A PAS LE SENTIMENT QUE PARALLELEMENT SES PARTENAIRES AFRICAINS FONT LES EFFORTS INTERIEURS MAXIMAUX, QU'IL S'AGISSE DU CONTROLE DE LEURS DEPENSES OU DE LEURS RECOUVREMENTS. RAPPELONS A CE PROPOS, QUE LES RECETTES DES ETATS ONT CHUTE DE 25 % DU PIB, A 18 % DU PIB, DANS LES PAYS DE LA ZONE FRANC, DEPUIS LE DEBUT DE LA DECENNIE.

JE CROIS DONC QUE LE REDRESSEMENT DES ADMINISTRATIONS DU TRESOR, DES DOUANES ET DES IMPOTS, DOIT ETRE AU PREMIER RANG DE NOS PREOCCUPATIONS, EN MEME TEMPS QUE TOUS LES MOYENS LEGISLATIFS ET PRATIQUES QUI PERMETTENT L'ACCROISSEMENT DE L'ASSIETTE ET LE RETABLISSEMENT DE CONDITIONS DE CONCURRENCE NORMALES ENTRE LE SECTEUR FORMEL ET LE SECTEUR INFORMEL.

9030801602

IL FAUT ABSOLUMENT QUE NOUS ENREGISTRIONS DES SUCCES DANS CE DOMAINE, ET QUE LA COURSE DES RECETTES PUBLIQUES SE REMETTE A CROITRE, EN MEME TEMPS QUE NOUS STOPPERONS LA FRAUDE ET LES DETOURNEMENTS.

JE VOUS RAPPELLE QUE LA FRANCE PEUT VOUS AIDER : NOUS DISPOSONS DE PLUS DE 300 ASSISTANTS TECHNIQUES PERMANENTS EN AFRIQUE, DANS LES DOMAINES ECONOMIQUES ET FINANCIERS, ET NOUS DILIGENTIONS DEJA PLUS DE 150 MISSIONS D'EXPERTS FINANCIERS PAR AN, DANS TOUS LES DOMAINES POSSIBLES. CET EFFORT PEUT S'ACCROITRE, IL PEUT AUSSI S'ADAPTER ET S'INFLECHIR POUR REPONDRE A VOS NOUVEAUX BESOINS.

LA TROISIEME DIMENSION EST LA DIMENSION POLITIQUE.

LE BUT N'EST PAS DE DICTER A NOS PARTENAIRES LES FORMES POLITIQUES QUE NOUS IMAGINONS OU DE RECOPIER NOS MODELES. VOUS NE M'ENTENDREZ DONC PAS PRENDRE PARTI DANS LE DEBAT SUR LE MULTIPARTISME, OU SUR LA NATURE DE CERTAINS REGIMES QUI SONT A LA RECHERCHE DE LEURS FORMES CONSTITUTIONNELLES : PARLEMENTAIRE, PRESIDENTIELLE OU TOUTE ORGANISATION IMAGINABLE.

IL S'AGIT SIMPLEMENT POUR LA FRANCE DE RECONNAITRE D'UNE PART, QUE L'AFRIQUE NE PEUT RESTER A L'ECART, SANS RISQUE DE S'ISOLER DU FANTASTIQUE MOUVEMENT DE DEMOCRATISATION, QUI SE REALISE DANS LE MONDE, ET D'AUTRE PART QUE L'ETAT DE DROIT EST UNE CONDITION DE L'EFFICACITE DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET DONC DU SUCCES DU DEVELOPPEMENT.

L'ETAT DE DROIT IMPLIQUE A NOS YEUX, QUE
DANS TOUS LES SECTEURS DE LA VIE ECONOMIQUE,
SOCIALE ET POLITIQUE, IL EXISTE UNE REGLE DU
JEU A L'ELABORATION DE LAQUELLE, CHACUN PUISSE
PARTICIPER ET DONT IL PUISSE SE PREVALOIR
DEVANT LES INSTITUTIONS COMPETENTES ET
HONNETES.

LA AUSSI, NOUS POUVONS VOUS AIDER, SI
VOUS LE SOUHAITEZ, A TRANSFORMER ET ADAPTER
L'ENVIRONNEMENT ADMINISTRATIF ET
INSTITUTIONNEL DE VOS CITOYENS ET DE VOS
ENTREPRISES.

CONSCIENT, EN EFFET, DE L'IMPORTANCE DE CET ASPECT COMME FACTEUR DE DEVELOPPEMENT, LE GOUVERNEMENT FRANCAIS S'EST ETROITEMENT ASSOCIE A L'EFFORT DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE EN FAVEUR DE LA COOPERATION INSTITUTIONNELLE, NOTAMMENT PAR UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE A "L'INITIATIVE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE", COORDONNEE PAR LA BANQUE MONDIALE

LA QUATRIEME DIMENSION, EST LA DIMENSION REGIONALE.

CE SUJET A ETE MIS EN AVANT PAR L'AFRIQUE ELLE MEME, AVEC CONTINUITE, DEPUIS LES INDEPENDANCES. MAIS LES REALISATIONS N'ONT PAS ETE A LA HAUTEUR DES ESPOIRS. RECEMMENT, LE PRESIDENT DIOUF A PROPOSE DE FRANCHIR DE NOUVELLES ETAPES.

BEAUCOUP PENSENT A DES INITIATIVES NOUVELLES, ET POURQUOI PAS DANS LE CADRE DE LA ZONE FRANC, OU PLUTOT DES UNIONS MONETAIRIES ACTUELLES. LE SUJET EST COMPLEXE, MAIS STRATEGIQUE, CAR NOUS SENTONS BIEN QUE LE RETOUR A LA CROISSANCE PASSE EN PARTICULIER PAR L'ELARGISSEMENT DES MARCHES INTERIEURS.

JE VOUDRAIS POUR MA PART ME SITUER A UN NIVEAU PLUS MODESTE, CELUI DU RENFORCEMENT DE LA COOPERATION REGIONALE DANS LE DOMAINE FINANCIER, ET FAIRE UNE SUGGESTION QUI SERVE LE MOUVEMENT GENERAL VERS LA REGIONALISATION, TOUT EN ACCROISSANT LES RELATIONS ET L'HARMONISATION AU SEIN DE LA ZONE FRANC. IL S'AGIT DE LA FORMATION DES CADRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS DE VOS ADMINISTRATIONS, PLAN, STATISTIQUES, TRESOR, IMPOTS, DOUANES...

CETTE FORMATION RENCONTRE BEAUCOUP DE PROBLEMES : BEAUCOUP D'ETATS N'ONT PAS LES MOYENS DE CONSACRER LES FONDS SUFFISANTS A LA FORMATION DES PERSONNELS DE CES ADMINISTRATIONS SENSIBLES. LES FORMATIONS EN FRANCE NE SONT QUE PARTIELLEMENT ADAPTEES A LA REALITE AFRICAINE ET, EN RAISON DE LEUR COUT, NE PEUVENT CONCERNER QUE DES EFFECTIFS LIMITES. IL ME SEMBLE DONC QU'IL Y AURAIT UNE TRES IMPORTANTE AVANCEE, SI LA FORMATION DES FONCTIONNAIRES DE VOS ADMINISTRATIONS ETAIT PENSEE ET ORGANISEE SUR UN PLAN REGIONAL, AVEC LES ECONOMIES D'ECHELLE QUE CELA REPRESENTE, MAIS AUSSI LES POSSIBILITES D'HARMONISATION, D'ECHANGE, BREF DE PROGRES. JE SOUMETS CETTE PROPOSITION A VOTRE REFLEXION, TOUT EN VOUS ASSURANT DE L'APPUI DE LA FRANCE SI

VOUS DECIDIEZ, DANS LE CADRE DE LA ZONE FRANC, DE L'APPROFONDIR.

JE SUIS PERSUADE QUE, POUR RENOUER AVEC LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE, ET REUNIR AUTOEUR D'ELLE LES BAILLEURS QUI LUI FONT DEFAUT, NOS AMIS AFRICAINS, ET TOUT PARTICULIEREMENT LES ETATS DE LA ZONE FRANC, DOIVENT AVANCER DANS CES QUATRE DIMENSIONS : SOCIALE, POLITIQUE, MORALE, REGIONALE. DES SUCCES DANS CES DOMAINES PERMETTRONT UNE PLUS GRANDE MOBILISATION DES BAILLEURS AUTOEUR DE L'AFRIQUE.

JE NE SAURAIS CONCLURE, SANS SALUER LA TRES HEUREUSE INITIATIVE PROPOSEE PAR MONSIEUR BEREGOVY, LORS DE LA PRECEDENTE REUNION DE LIBREVILLE ET RELATIVE A L'EPARGNE. JE CROIS QUE LES EXPERTS QUE NOUS ALLONS ENTENDRE ONT BEAUCOUP ET BIEN TRAVAILLE,

9030001603

ET JE VOUDRAIS DIRE SIMPLEMENT QUE LA COOPERATION FRANCAISE, DEGAGERA LES MOYENS PNECESSAIRES POUR CONTRIBUER A L'APPLICATION DES ORIENTATIONS QUI SERONT RETENUES DANS CE DOMAINE.

MESDAMES,

MESSIEURS,

JE VOUS REMERCIE DE VOTRE ATTENTION.